

Rios Montt à la tête du Guatemala : plus jamais ça ! Guatemala : élire Rios Montt, c'est élire un tortionnaire !

Pendant très longtemps, l'insistance de l'ex-dictateur Rios Montt à devenir Président de la République semblait vaine et ridicule. Personne ne songeait qu'un criminel, responsable de tant de souffrances pendant les années les plus sombres de la guerre civile pourrait revenir un jour à la tête d'un pays désormais pacifié. En 1990 et en 1995 la Cour Constitutionnelle avait refusé catégoriquement son inclusion à la liste de candidats sur la base de l'article 188 de la Constitution interdisant la candidature à la présidence de tous ceux ayant altéré l'ordre constitutionnel.

Or, à la surprise de la société civile guatémaltèque et de la communauté internationale, le 15 juillet 2003, la Cour Constitutionnelle a accepté la candidature de Rios Montt aux élections présidentielles prévues pour le 9 novembre de cette même année. Cette décision est intervenue après de nombreuses irrégularités: les magistrats "élus" pour prendre part à cette décision avaient de forts liens avec le Front Républicain Guatémaltèque (FRG), parti de Rios Montt.

La persistance inquiétante de la violence...

Après une guerre de plus de 30 ans (1960-1996), ayant impliqué la majorité de la population civile, et malgré les accords de paix, l'instauration d'une culture de paix demeure une tâche ardue. En réalité, pendant les 8 ans de paix au Guatemala, la violence a continué à faire partie de la vie quotidienne.

L'acceptation de la candidature de Rios Montt a exacerbé cette violence. Depuis le début de la campagne 11 militants politiques ont été assassinés.

En juin 2003, le jour de la cérémonie d'inhumation de 70 personnes assassinées, Rios Montt n'a pas eu honte de prononcer un discours devant les cercueils déposés par les familles.

Dans des conditions normales, personne ne croirait à une éventuelle victoire électorale de Rios Montt. En revanche, dans les conditions actuelles de violence, qui peut garantir l'absence de fraude ? Le candidat du parti Unité National de l'Espoir (UNE) a déjà annoncé l'existence d'une stratégie de fraude dite 'Plan Lazaro' conçue par le FRG. Ce stratagème inclurait la manipulation des données électorales, l'achat de votes et le maintien d'un climat de violence afin de déstabiliser le processus...

Les défenseurs pris pour cible...

Les défenseurs des droits de l'Homme sont les premiers à subir les conséquences de la violence. Malgré une mobilisation croissante de la communauté internationale et malgré la visite d'Hina Jilani, Représentante spéciale pour les défenseurs des droits de l'Homme des Nations Unies en 2002, la situation d'insécurité des défenseurs ne s'est pas améliorée. Bien au contraire, le contexte électoral ne fait qu'aggraver la situation.

Le 24 juillet 2003, environ 3000 militants du FRG, ainsi que des ex-PAC (patrouille d'action civile), armés de bâtons, qui manifestaient pour l'admission de l'ex-dictateur à la liste des candidats, ont semé la terreur dans la capitale du Guatemala. Les manifestants, parfois masqués, ont menacé directement plusieurs associations de défenseurs des droits de l'Homme, ainsi que plusieurs journalistes. Hector Ramírez, journaliste à Radio Sonora, a succombé à un arrêt cardiaque alors qu'il essayait de fuir des militants du FRG. De plus, les journalistes Juan Carlos Torres et Hector Estrada ont failli être brûlés vifs pendant ces événements.

Lors d'un entretien avec des chargés de mission¹ mandatés par la FIDH et l'OMCT dans le cadre de L'Observatoire pour la protection des défenseurs des droits de l'Homme, Rios Montt accusait

les défenseurs des droits de l'Homme de déstabiliser le pays et d'utiliser des moyens d'action illégaux. Il a aussi jugé 'sans intérêt' toute initiative gouvernementale ou législative ayant pour objet de contribuer à légitimer l'action des défenseurs. Ces déclarations sont de bien mauvaise augure.

Pendant ce temps là... dans le monde...

En juillet 2003, la Commission interaméricaine des Droits de l'Homme (CIDH) a manifesté une fois de plus son inquiétude quant à l'acceptation de la candidature de Rios Montt à la présidence du Guatemala. L'Union européenne et la Mission des Nations Unies pour le Guatemala (MINUGUA) ont exprimé leur préoccupation à propos des faits survenus le 24 juillet. Il n'est donc pas étonnant que de nombreux organismes internationaux aient décidé d'envoyer des observateurs électoraux.

Le 25 février 2003, la Cour Suprême d'Espagne a reconnu que la juridiction espagnole pourrait juger certains militaires guatémaltèques, dont Rios Montt, pour crimes de torture commis contre des citoyens espagnols pendant la guerre civile au Guatemala. Sera-t-il possible qu'un présumé coupable par la justice espagnole soit élu à la présidence de la République ? Rios Montt n'envisage-t-il pas son accès à la présidence comme un moyen idéal pour échapper à la justice ?

Dans ce contexte, la FIDH a décidé d'envoyer en septembre 2003 une mission internationale d'enquête sur l'administration de la justice au Guatemala, et notamment sur la légalité du processus électoral.

Rosa Sanchez

1. FIDH et OMCT, *Les défenseurs pris pour cibles : des agressions massives, récurrentes, impunies...*, Mars 2002. Voir : <http://www.fidh.org/america/rapport/2002/gt325f.pdf>